

Les USA réactivent les sanctions pétrolières contre l'Iran



En novembre dernier, les USA devaient enclencher un embargo mondial sur le pétrole et le gaz iraniens. De peur de voir une hausse de prix du baril impacter les élections de mi-mandat, Donald Trump avait autorisé huit pays à continuer leurs importations pendant 6 à 8 mois.

Hasard du calendrier, ou pas, aujourd'hui le Président annule ces exemptions, alors que des inondations dévastatrices ravagent 25 des 31 provinces du pays, dont les principales régions pétrolifères comme le Khuzestan.

Ainsi, depuis le 2 mai, la Chine, l'Inde, la Turquie, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Italie et la Grèce ont reçu l'ordre de cesser l'importation d'hydrocarbures iraniens. La Chine a annoncé qu'elle n'observera aucune restriction américaine à moins que les négociations actuelles avec les USA changent la donne.

L'objectif de Washington est de porter à zéro les revenus en pétrodollars de Téhéran afin de forcer l'Iran à renégocier l'accord international de 2015 sur les armes nucléaires.

La Prudence des producteurs et enthousiasme des USA

Lors de l'annonce, le gouvernement US a précisé que les producteurs de l'OPEP, dont l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, avaient la capacité et la volonté de compenser la baisse de l'offre et de maintenir les prix dans une fourchette de 65 à 80\$.

Les estimations de Donald Trump pourraient donner une fausse sensation de sécurité. Les flux pétroliers se basent sur des approximations et les marchés ont besoin de différentes qualités de

pétrole. Avec les problèmes du Venezuela, du Nigeria et de la Libye, tous des producteurs de brut lourd, la perte de l'Iran pourrait crispier la production mondiale de kérosène et de diesel.

En plus de l'affaiblissement de l'Iran, les Etats-Unis voient l'opportunité d'augmenter les parts de marché de leur pétrole de schiste dont l'extraction, à moyen terme, ne cesse de croître.

Du côté de l'Arabie Saoudite, le ministre de l'Energie, Khalid Al Falith, ne prévoit pas d'ajuster rapidement sa production. Il désire d'abord analyser l'évolution des marchés.

Il semble que Riyad ait parfaitement tiré les leçons de la dernière recommandation de Donald Trump.

En novembre dernier, la Maison Blanche avait officialisé l'entrée en vigueur des sanctions contre l'Iran, et demandé à l'Arabie Saoudite d'augmenter sa production pour combler le manque iranien. Le Royaume s'était exécuté mais à la dernière minute, Trump avait rétrogradé en autorisant l'Iran à écouler son pétrole dans 8 pays.

Corolaire à ce cafouillage, le marché avait été inondé et le baril chutât à 50\$.

On comprend mieux l'attentisme actuel de Riyad qui espère un baril à plus de 80\$ pour équilibrer son budget. Le temps joue en la faveur du Royaume.

De plus, à Riyad et à Tel Aviv, on espère que la diminution des entrées en pétrodollars va réduire l'influence de l'Etat Chiite au Yémen, en Syrie et au Moyen-Orient

Le chaos généré par l'administration Trump tant au Venezuela qu'en Iran entre en frontal avec le calme du Président Poutine. Mais en Russie, la tête est ailleurs. Depuis quelques jours, le pays est englué dans une contamination de son pétrole livré par pipelines. Le composant qui s'est glissé dans le pétrole brut devient hautement corrosif durant le raffinage et impacte 8% de la consommation Européenne. Moscou doit impérativement trouver une solution sous peine de

voir ses exportations chuter.

L'Iran entre inondations et résilience

La décision de Trump arrive à un mauvais moment pour l'Iran qui se débat sous des torrents d'eau après des mois de sécheresses. Les dégâts matériels avoisineraient les 3 milliards €.

Plus de 500'000 personnes ont été déplacées et les sanctions américaines empêchent le Croissant-Rouge de transférer de l'argent pour effectuer des opérations humanitaires.

Peut-être que cette accumulation d'obstacles fera plier Téhéran? Cette probabilité reste minime, même si elle est espérée par Mike Pompeo et son collègue va-t-en-guerre John Bolton.

L'Iran a toujours démontré une résilience particulière et une ingéniosité sans limite pour détourner les embargos successifs des Etats-Unis.

A coup sûr, les prochains mois donneront une tendance précise de la justesse des propos américains et l'évolution des parts de marché des producteurs pétroliers.

Depuis l'annonce, le baril est parti dans un yoyo incompréhensible de 68 à 75 pour repasser sous les 70\$. Aux USA, les prix des carburants cabrent déjà les automobilistes. Il n'est pas impossible de voir le Président Trump effectuer un nouveau looping.

Dans ce bras de fer, où tout le monde est interdépendant, une question hante les esprits: qui cèdera le premier ?

{rokcomments}